

Activité économique

Au quatrième trimestre 2022, le PIB français a de nouveau ralenti (+0,1 %, selon les résultats détaillés des comptes trimestriels, après +0,2 % au troisième trimestre). L'activité s'est montrée résiliente dans un contexte marqué par la persistance des tensions, concernant notamment les prix et les approvisionnements énergétiques (► **figure 1**). Les comportements de sobriété, ainsi que les températures clémentes, ont sans doute facilité la résistance de l'économie sur les derniers mois de l'année 2022. En particulier, hormis dans la cokéfaction-raffinage affectée par des mouvements de grève au mois d'octobre, la production des branches manufacturières n'a reculé que de façon modérée malgré une baisse importante de la consommation d'énergie des entreprises du secteur. Les ménages aussi ont fait preuve de sobriété énergétique : leur consommation a fortement reculé au quatrième trimestre (► **figure 2**), principalement du fait des produits énergétiques. Au total, sur l'ensemble de l'année 2022, la croissance économique s'est élevée à +2,6 %, après +6,8 % en 2021 (► **figure 3**).

Selon les enquêtes de conjoncture, le début de l'année 2023 est marqué par une détente progressive et partielle des difficultés d'approvisionnement (► **figure 4a**), et par une légère atténuation des tensions que font peser les prix de l'énergie sur les entreprises (► **éclairage**). Les chefs d'entreprise restent cependant très nombreux à anticiper des hausses de leurs prix de vente : les soldes d'opinion correspondants ont augmenté récemment dans les services et le commerce. Les derniers indicateurs conjoncturels disponibles apparaissent donc partagés : si les enquêtes de conjoncture continuent en février de montrer une résilience du climat des affaires en France dans les principaux secteurs d'activité (► **figure 4b**), celui-ci demeure dégradé dans les branches les plus consommatrices d'énergie (chimie, bois-papier, métallurgie, ► **figure 4c**), en cohérence avec les dernières données sur la production (► **encadré**).

Dans ce contexte qui reste incertain, le PIB augmenterait modestement au premier trimestre 2023 (+0,1 % prévu). Malgré un rebond mécanique dans le secteur de la cokéfaction-raffinage, l'activité dans l'industrie manufacturière se replierait, grevée notamment par les branches les plus énérgo-intensives (► **figure 5**). Concernant la production d'énergie, et notamment celle d'électricité, la croissance de l'activité ralentirait, suite aux maintenances dans certaines centrales nucléaires et aux mouvements sociaux. Dans le même temps, les services marchands ne croîtraient que modestement. En particulier, l'activité serait peu dynamique dans le commerce tandis qu'elle reculerait dans les services de transports, pénalisés par les grèves.

► 1. Biens et services : équilibre ressources-emplois aux prix de l'année précédente chaînés, en évolutions trimestrielles et annuelles

(variations trimestrielles et annuelles en %, données CVS-CJO)

	2021				2022				2023		2021	2022	Acquis 2023
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Produit intérieur brut	0,1	1,1	3,3	0,6	-0,2	0,5	0,2	0,1	0,1	0,2	6,8	2,6	0,6
Importations	1,4	1,5	0,9	5,2	1,3	1,1	4,2	-0,4	0,0	0,5	7,8	9,1	2,4
Total des ressources	0,4	1,3	2,8	1,4	0,3	0,8	0,9	0,0	0,1	0,3	7,4	4,1	0,9
Dépenses de consommation des ménages	0,5	1,2	5,4	0,6	-1,0	0,6	0,4	-1,2	0,2	0,1	5,2	2,7	-0,2
Dépenses de consommation des administrations*	-0,5	0,6	3,4	0,7	0,3	0,0	0,3	0,6	-0,1	0,0	6,4	3,0	0,5
<i>dont dépenses individualisables des APU</i>	0,0	0,9	4,8	0,6	0,3	-0,4	0,3	0,6	-0,2	0,0	8,3	3,2	0,2
<i>dont dépenses collectives des APU</i>	-1,8	-0,1	0,0	0,7	0,2	0,8	0,2	0,6	-0,1	0,1	2,8	1,5	0,8
Formation brute de capital fixe (FBCF)	0,7	2,1	0,5	-0,3	0,3	0,3	2,3	0,3	0,4	0,3	11,4	2,3	2,0
<i>dont Entreprises non financières (ENF)</i>	0,6	1,7	0,9	-0,2	0,1	0,5	3,8	0,6	0,6	0,5	11,4	3,3	3,6
<i>Ménages</i>	0,4	4,0	1,2	-0,7	0,0	-0,1	-0,7	-0,9	-0,4	-0,3	17,0	0,3	-1,7
<i>Administrations publiques</i>	-1,5	0,6	-1,6	-0,5	1,1	-0,1	1,0	0,5	0,4	0,2	2,7	0,6	1,4
Exportations	-0,3	2,5	2,2	2,9	1,9	0,7	1,0	0,5	-0,2	1,0	8,6	7,1	1,7
Contributions (en point)													
<i>Demande intérieure hors stocks**</i>	0,3	1,3	3,7	0,4	-0,4	0,4	0,8	-0,4	0,2	0,1	7,0	2,7	0,5
<i>Variations de stocks**</i>	0,3	-0,4	-0,7	0,9	0,0	0,3	0,4	0,2	0,0	-0,1	-0,3	0,6	0,4
Commerce extérieur	-0,5	0,2	0,4	-0,7	0,2	-0,1	-1,1	0,3	-0,1	0,1	0,1	-0,7	-0,3

■ Prévision.

* Dépenses de consommation des administrations publiques (APU) et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

** Les variations de stocks comprennent les acquisitions nettes d'objets de valeur.

Lecture : au premier trimestre 2023, les exportations diminueraient de 0,2 % par rapport au quatrième trimestre 2022 ; la contribution des échanges extérieurs à la croissance trimestrielle du PIB serait négative à -0,1 point.

Source : Insee.

Conjoncture française

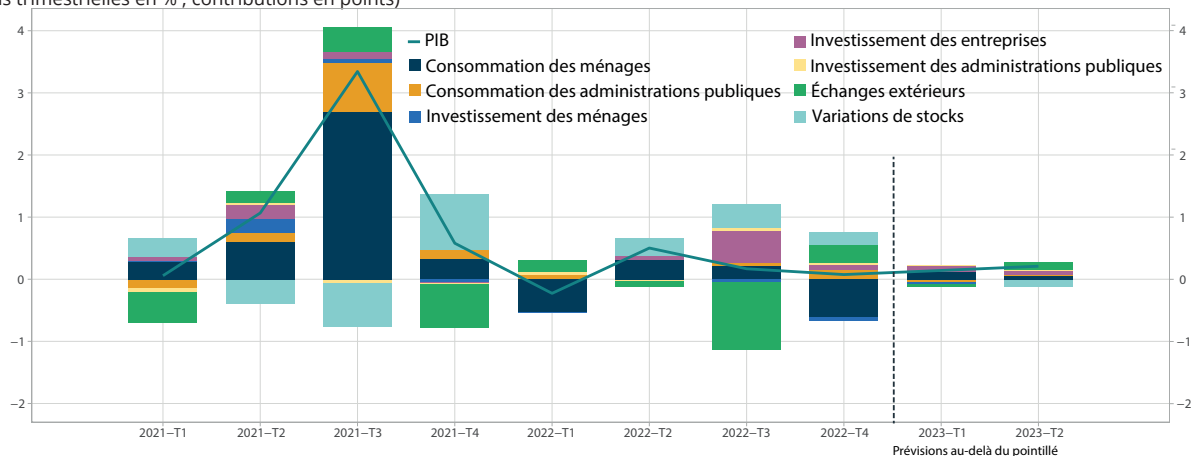
Au sein des principaux postes de la demande, la consommation des ménages rebondirait légèrement au premier trimestre 2023. En effet, la consommation d'électricité et de gaz se normaliserait quelque peu du fait de températures moins clémentes que cet automne, même si les comportements de sobriété persisteraient. L'investissement des entreprises resterait en croissance, dans le sillage de l'activité et malgré un contexte moins favorable de hausse des taux d'intérêt. Enfin, les échanges extérieurs contribueraient négativement à la croissance. Les importations resteraient stables ; de moindres importations d'énergie compenseraient le faible dynamisme de la demande intérieure. Les exportations, quant à elles, reculeraient, en contrecoup notamment des livraisons navales du trimestre précédent.

Au deuxième trimestre 2023, l'activité resterait en croissance modérée (+0,2 %). Après deux trimestres de recul, l'activité se stabiliserait dans l'industrie manufacturière, tandis qu'elle accélérerait légèrement dans les services. La consommation des ménages, quant à elle, ne croîtrait que très modérément dans un contexte de recul du pouvoir d'achat. L'investissement des entreprises continuerait de croître, de nouveau porté par le recours aux services d'information et de communication, et ce malgré de nouvelles hausses de taux d'intérêt. Les échanges extérieurs soutiendraient légèrement la croissance : si les importations augmenteraient à nouveau, les exportations seraient particulièrement dynamiques, soutenues par de nouvelles livraisons aéronautiques et navales.

Au total, l'acquis de croissance annuelle pour 2023 s'élèverait à +0,6 % à mi-année. Outre les développements géopolitiques, ces prévisions restent fortement dépendantes de l'évolution des hausses de prix et des comportements des ménages et des entreprises dans ce contexte. La poursuite des mouvements sociaux en cours constitue également un aléa : toutefois, les épisodes passés de ce type ont montré que si leurs effets pouvaient être sensibles sur les secteurs directement concernés (services de transport, cokéfaction-raffinage, production d'énergie le cas échéant) ou moins directement (services d'hébergement-restauration par exemple), l'impact restait limité au niveau macroéconomique. Enfin, les effets du resserrement monétaire pourraient commencer à freiner l'activité au cours des prochains trimestres. ●

► 2. Variations trimestrielles du PIB et contributions des principaux postes de la demande

(variations trimestrielles en % ; contributions en points)

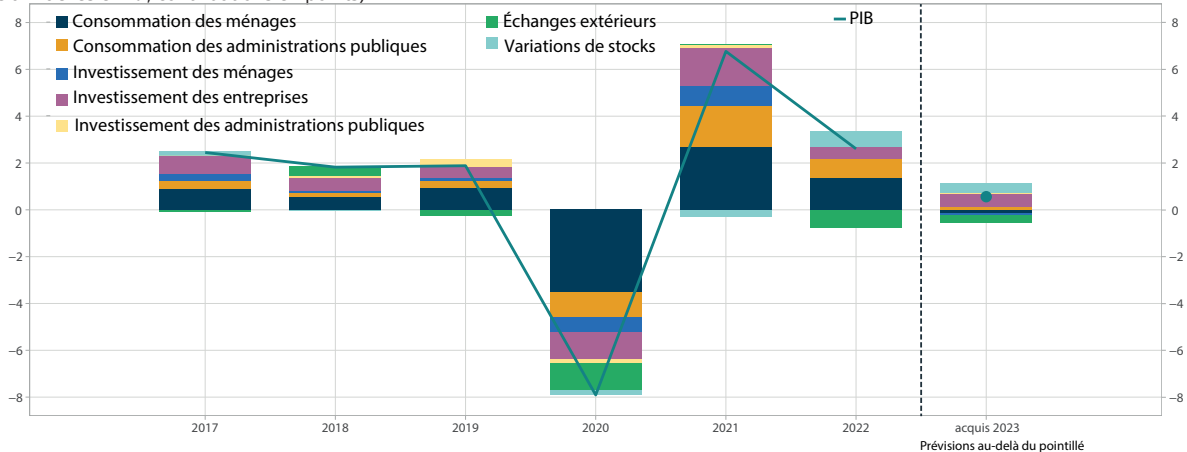


Note : la consommation des administrations publiques comprend également la consommation des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).
Lecture : au premier trimestre 2023, le PIB augmenterait de 0,1 % par rapport au quatrième trimestre 2022 ; la contribution de la consommation des ménages serait d'environ +0,1 point.

Source : Insee.

► 3. Variations annuelles du PIB et contributions des principaux postes de la demande

(variations annuelles en % ; contributions en points)

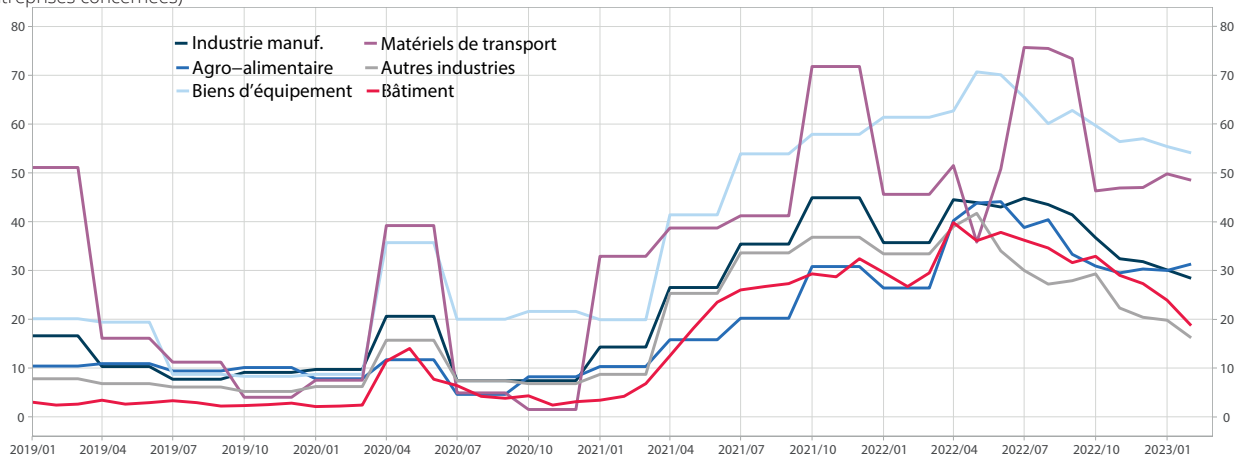


Note : la consommation des administrations publiques comprend également la consommation des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).
Lecture : en 2022, le PIB a augmenté de 2,6 % ; la contribution de la consommation des ménages s'est élevée à +1,4 point.

Source : Insee.

► 4a. Entreprises subissant des difficultés d'approvisionnement

(% d'entreprises concernées)



Dernier point : février 2023.

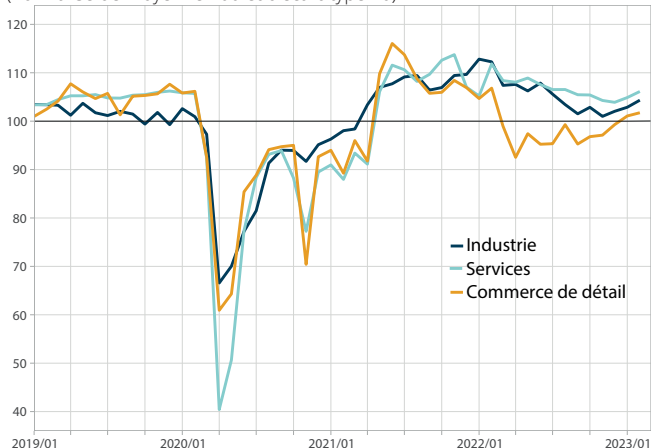
Note : les résultats sont pondérés par les chiffres d'affaires.

Lecture : en février 2023, 28 % des entreprises de l'industrie manufacturière déclarent subir des difficultés d'approvisionnement.

Source : enquêtes de conjoncture, Insee.

► 4b. Climat des affaires dans l'industrie, les services et le commerce de détail

(normalisé de moyenne 100 et d'écart-type 10)



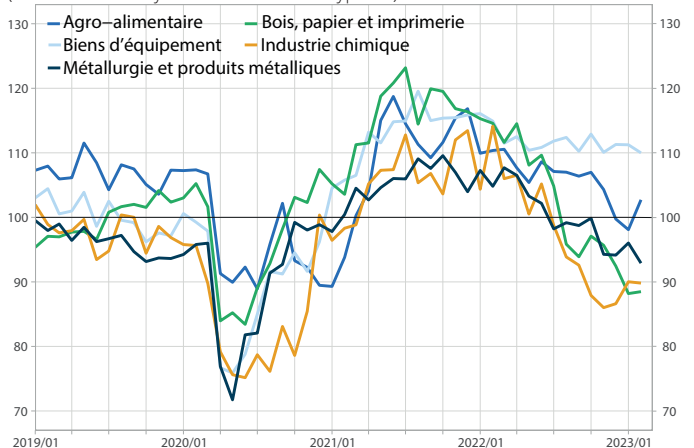
Dernier point : février 2023.

Lecture : le climat des affaires dans les services s'élevait à 106 points en février 2023, au-dessus de sa moyenne de longue période (100).

Source : enquêtes de conjoncture, Insee.

► 4c. Climat des affaires dans différentes branches de l'industrie manufacturière

(normalisé de moyenne 100 et d'écart-type 10)



Dernier point : février 2023.

Lecture : le climat des affaires dans la métallurgie s'élevait à 93 points en février 2023, au-dessous de sa moyenne de longue période (100).

Source : enquêtes de conjoncture, Insee.

► 5. Variations trimestrielles d'activité économique par branche

(variations trimestrielles en %)

Branche	Poids en %	2021				2022				2023	
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2
Agriculture, sylviculture et pêche	2	0,1	0,2	0,5	0,2	0,4	0,1	0,3	0,2	0,2	0,1
Industrie	14	-0,9	-0,7	-0,2	-0,2	-0,1	-1,0	-0,6	1,3	-0,1	0,0
Industrie manufacturière	11	-0,3	-1,0	-0,5	-0,1	1,2	0,2	0,5	-0,3	-0,2	0,0
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	2	1,2	0,4	0,4	0,2	-0,1	-1,3	0,0	0,0	-0,4	-
Cokéfaction et raffinage	0	-31,3	-2,1	-12,8	3,4	21,4	5,4	0,9	-9,2	9,5	-
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	2	1,7	-0,2	0,1	0,5	1,1	0,3	2,1	0,2	0,4	-
Fabrication de matériels de transport	2	-4,2	-5,4	-1,7	1,2	-3,2	5,0	4,3	-0,3	-0,8	-
Fabrication d'autres produits industriels	6	-0,2	-1,0	-0,7	-0,6	1,9	-0,1	-0,2	-0,3	-0,6	-
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	3	-3,3	0,7	1,1	-0,9	-4,5	-5,3	-4,7	7,5	0,3	0,0
Construction	6	2,7	2,1	-0,2	-0,1	0,2	-0,7	-0,4	-0,3	0,1	0,1
Services principalement marchands	57	-0,1	1,9	5,1	1,1	-0,3	1,2	0,5	0,0	0,2	0,3
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	10	-0,2	-0,5	2,1	0,5	-1,2	-0,3	0,4	-0,7	-0,1	0,2
Transports et entreposage	5	3,6	2,6	8,6	3,7	1,0	3,4	0,1	0,7	-0,3	0,2
Hébergement et restauration	3	-12,5	30,0	43,4	0,1	-2,1	9,3	0,1	-0,2	0,4	0,4
Information et communication	5	2,2	1,7	2,8	1,0	0,5	1,8	2,4	0,8	0,8	0,9
Activités financières et d'assurance	4	1,8	1,7	2,8	0,4	-0,5	0,6	-0,2	-0,2	0,1	0,3
Activités immobilières	13	-0,1	0,4	0,8	0,3	0,3	0,5	0,3	0,1	0,3	0,2
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	14	-0,4	1,5	2,9	0,7	-0,5	0,5	0,3	-0,2	0,2	0,4
Autres activités de services	3	-1,9	4,6	25,2	6,6	-0,2	2,1	0,5	1,0	0,5	0,6
Services principalement non marchands	22	0,3	-0,1	1,8	0,2	0,2	-0,1	0,0	0,1	0,1	0,1
Valeur ajoutée totale	100	0,1	1,0	3,3	0,7	-0,1	0,5	0,2	0,2	0,1	0,2
<i>Taxes et subventions</i>		<i>0,1</i>	<i>1,2</i>	<i>3,9</i>	<i>0,0</i>	<i>-1,0</i>	<i>0,4</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,9</i>	<i>0,3</i>	<i>0,0</i>
PIB		0,1	1,1	3,3	0,6	-0,2	0,5	0,2	0,1	0,1	0,2

■ Prévisions.

Lecture : au quatrième trimestre 2022, la valeur ajoutée de la branche de fabrication des matériels de transports a diminué de 0,3 %. Elle diminuerait de 0,8 % au premier trimestre 2023.

Source : Insee.

Forte baisse de la production de certaines branches industrielles intensives en énergie

Dans le contexte de renchérissement des prix de l'électricité et du gaz, les branches intensives en énergie sont particulièrement exposées à une forte hausse de leurs coûts de production. Au sein de l'industrie, la métallurgie, l'industrie du papier et du carton ou encore l'industrie chimique comptent parmi les branches les plus consommatrices d'énergie (relativement à leur niveau d'activité mesuré en valeur ajoutée, ► **figure 1**). C'est aussi le cas de la fabrication d'autres produits minéraux non métalliques (notamment l'industrie du verre et la fabrication de matériaux de construction). Les autres branches manufacturières sont nettement moins intensives en énergie.

Au sein des quatre branches les plus intensives en énergie (au niveau divisions de la nomenclature d'activités française NAF rév.2), plusieurs activités présentent une production orientée à la baisse depuis début 2022 et une chute encore plus marquée depuis le mois de novembre (► **figure 2**). C'est ainsi le cas pour la sidérurgie (sous-groupe 241 de la division métallurgie, ► **figure 3**), les autres métaux non ferreux (sous-groupe 244 de la division métallurgie), la fabrication de pâte à papier, de papier et de carton (sous-groupe 171 de la division industrie du papier et du carton), et la fabrication de produits chimiques de base (sous-groupe 201 de l'industrie chimique). Dans ces branches, les entreprises font face à une forte hausse de leurs coûts, notamment énergétiques, qui peuvent les pousser à réduire leur production et/ou augmenter leurs prix de vente, cette dernière option réduisant toutefois leur compétitivité par rapport à la concurrence étrangère, notamment américaine et asiatique. En commentaire à leurs réponses aux enquêtes mensuelles de branche (dont les données permettent de calculer l'indice de la production industrielle publié tous les mois), une petite proportion des entreprises signalent à ce titre qu'elles ont décidé de réduire leur production. Les questions récemment introduites dans les enquêtes de conjoncture permettent de préciser les proportions d'entreprises concernées (► **éclairage**).

D'autres activités intensives en énergie présentent une baisse de production plus modérée, avec parfois des comportements très hétérogènes d'une sous-branche à l'autre. Ainsi, au sein de la fabrication de verre et d'articles en verre (groupe 231 de la NAF), le façonnage et la transformation du verre plat reste à un niveau de production supérieur à celui du début 2022, même si la tendance s'est nettement infléchie depuis le mois de novembre (► **figure 4**). À l'inverse, la fabrication de verre creux (classe 2313) est en baisse plus sensible, notamment pour la verrerie de table et de cuisine en verre et la cristallerie dont la production chute depuis le mois de novembre, avec là aussi des réductions de capacités de production. ●

► 1. Les 10 premières branches intensives en énergie dans l'industrie manufacturière hors raffinage, selon le ratio entre leur consommation énergétique et leur valeur ajoutée

(consommation énergétique en 2019 en milliers de tonnes-équivalent-pétrole (kTEP), valeur ajoutée en 2019 en M€ courants)

Secteur d'activité, division de la NAF rév.2	Consommation brute en kTEP [1]	Valeur ajoutée en millions d'euros [2]	Ratio [1] / [2]
24 - Métallurgie	7 712	4 936	1,56
17 - Industrie du papier et du carton	3 013	4 534	0,66
20 - Industrie chimique	10 569	20 899	0,51
23 - Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	3 698	8 623	0,43
16 - Travail du bois et fabrication d'articles en bois	545	3 290	0,17
10 - Industries alimentaires	4 660	39 449	0,12
13 - Fabrication de textiles	207	1 989	0,10
22 - Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	900	11 484	0,08
29 - Industrie automobile	723	13 703	0,05
11 - Fabrication de boissons	304	6 679	0,05

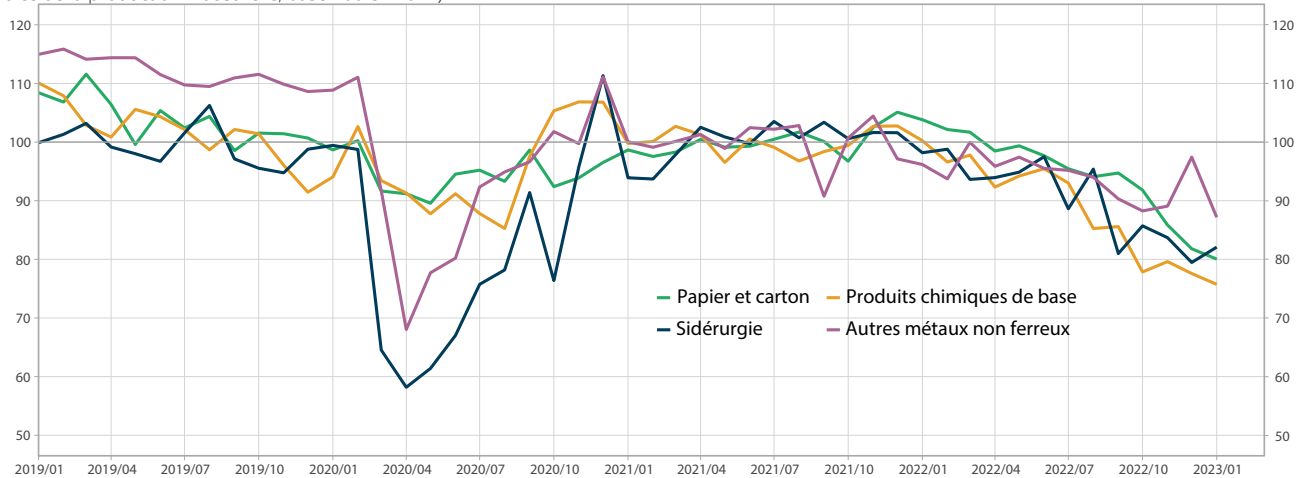
Note : la consommation énergétique comprend tous les types d'énergies : tous combustibles (dont gaz), vapeur et électricité. Les activités mentionnées peuvent différer légèrement de celles identifiées dans l'éclairage de la *Note de conjoncture* d'octobre 2022 (« Quelles sont les branches d'activité dont la production dépend le plus de l'énergie ? ») : en effet, l'indicateur d'intensité de la consommation d'énergie n'est pas le même (ratio sur la production dans l'éclairage d'octobre 2022 et non sur la valeur ajoutée), ni le niveau de désagrégation considéré. Par ailleurs, la branche cokéfaction-raffinage n'est pas considérée ici, en tant qu'activité productrice d'énergie.

Lecture : en 2019, les établissements ayant une activité principale dans la métallurgie ont consommé 7 712 milliers de tonnes-équivalent-pétrole d'énergie. La même année, la valeur ajoutée de la branche était de 4 936 millions d'euros courants. Le ratio entre ces deux chiffres permet d'obtenir une intensité énergétique de 1,56.

Sources : Insee, *Enquête annuelle sur les consommations d'énergie dans l'industrie 2019 et comptes nationaux 2019*.

► 2. Production dans quatre branches industrielles intensives en énergie

(indice de la production industrielle, base 100 en 2021)



Source : Insee.

► 3. Évolution de la production industrielle pour les branches industrielles les plus intensives en énergie

(glissement annuel de l'indice de la production industrielle en % : indice moyen sur le semestre rapporté à l'indice moyen sur le même semestre un an plus tôt, indices CVS-CJO)

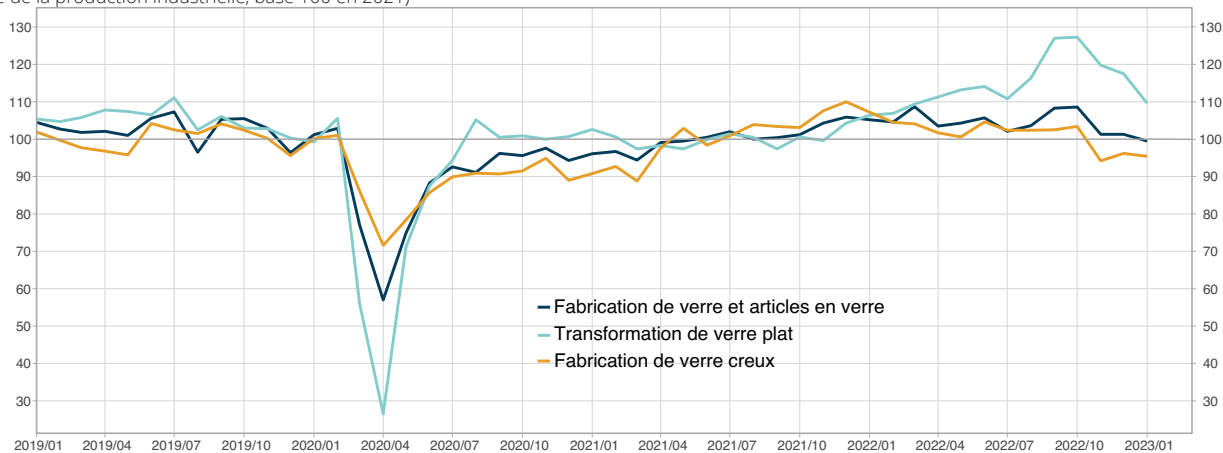
Section et division de la NAF Rév. 2	S2 2021	S1 2022	S2 2022
Ensemble de l'industrie manufacturière	0,6	1,0	2,3
24 – Métallurgie	1,1	-2,2	-6,8
241 – Sidérurgie	15,6	-2,0	-16,0
244 – Autres métaux non ferreux (Aluminium, plomb, zinc, cuivre)	0,3	-3,9	-7,3
17 – Industrie du papier et du carton	3,8	0,8	-5,6
171 – Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	6,4	1,6	-10,4
20 – Industrie chimique	2,7	-1,7	-4,8
201 – Fabrication de produits chimiques de base	1,6	-4,0	-16,7
23 – Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	0,0	0,8	-3,0
231 – Fabrication de verre et d'articles en verre	8,2	7,8	1,9

Lecture : dans la métallurgie, l'indice moyen de la production industrielle au deuxième semestre 2022 est inférieur de 6,8 % à l'indice moyen de la production industrielle au deuxième semestre 2021.

Source : Insee.

► 4. Production dans la fabrication de verre et d'articles en verre

(indice de la production industrielle, base 100 en 2021)



Source : Insee.